

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JOSEPH GIRARD

La situation financière du Japon en 1919

Journal de la société statistique de Paris, tome 61 (1920), p. 244-251

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1920__61__244_0

© Société de statistique de Paris, 1920, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

IV

LA SITUATION FINANCIÈRE DU JAPON EN 1919

Le Ministère des Finances du Japon vient de faire paraître son *Annuaire financier et économique* de 1919.

Nous avons déjà dit, ici même (1), la valeur des documents statistiques établis et publiés avec tant de soin par le Gouvernement mikadonal, aussi bien sur le Japon proprement dit que sur les terres d'empire : la Corée, Formose et Karafuto (Sakhaline japonaise). Ce nouvel ouvrage nous semble mériter un peu plus qu'une brève mention bibliographique; les renseignements qu'il apporte, les réflexions qu'il suggère demandent qu'on s'y arrête comme à un témoignage probant du développement d'un grand peuple.

Laisant de côté les éléments de la prospérité actuelle du Japon en matière d'industrie, de commerce et d'agriculture — quelque attachants qu'ils soient d'ailleurs — nous voudrions faire ici, d'après les données officielles elles-mêmes, un très simple et sommaire exposé de sa situation financière et des conditions dans lesquelles elle a été déterminée par les événements tragiques qui viennent de bouleverser le monde. Mais, qu'il s'agisse de finances ou de production économique, tous les chiffres que l'on peut présenter ne prennent leur sens véritable que si l'on rappelle au préalable les deux caractéristiques de la nation à laquelle ils s'appliquent : d'une part, sa constante volonté de travail et, d'autre part, l'extraordinaire rapidité de l'accroissement de sa population. La première est trop connue pour qu'il soit besoin d'y insister. Quant à la seconde, quelques chiffres suffiront à la définir.

Le Japon proprement dit ne comptait guère, fin 1878, que 35.500.000 habitants; ce nombre passait, fin 1888, à 39.500.000; fin 1898, à 44 millions; fin 1908, à 49.500.000; fin 1918, à 57 millions.

Voici d'ailleurs, pour tout l'Empire, les chiffres comparés de 1908 et 1918 :

	Population approchée, au 31 décembre 1918			Ensemble de la population au 31 décembre 1908
	Hommes	Femmes	Ensemble	
Japon.	28.843.000	28.228.000	57.071.000	49.589.000
Chôsen (Corée).	8.969.000	8.444.000	17.413.000	13.071.000
Taiwan (Formose).	1.920.000	1.779.000	3.699.000	3.253.000
Karafuto (Sakhaline japonaise).	44.000	35.000	79.000	26.000
	39.776.000	38.486.000	78.262.000	65.939.000

C'est, en dix années, un accroissement de plus de 15% de la population du Japon proprement dit, de près de 19% de celle de l'Empire. Est-il besoin de souligner l'importance de l'élément de force qu'apporte au pays une telle natalité?

(1) « Le Japon, notre Ami et notre Allié, notes démographiques et financières ». Juillet 1916, p. 249.

LE BUDGET JAPONAIS. — En Extrême-Orient, comme dans le monde entier, les causes de dépenses n'ont cessé de se multiplier et de s'aggraver, mais le budget japonais, qui d'ailleurs n'a jamais connu de charges de l'ampleur de celles que supportaient — à population égale — les budgets des nations européennes, est loin de s'être alourdi dans la même proportion que nos budgets d'après-guerre.

On jugera de l'importance et de l'assiette de ses dépenses et de ses recettes par les deux tableaux ci-après, qui opposent au budget de l'année 1913-1914 (1), dernier budget normal antérieur à la grande crise, le budget de l'exercice courant 1919-1920. Les sommes y sont naturellement exprimées en *yens*, et l'on sait qu'au pair le *yen* vaut 2^f 583 de notre monnaie.

Dépenses (en milliers de yens).

	1913-1914	1919-1920
<i>Dépenses ordinaires :</i>		
Liste civile	4.500	4.500
Département des Affaires étrangères.	4.521	6.568
— de l'Intérieur.	12.575	19.277
— des Finances	187.887	177.793
— de la Guerre	77.151	97.043
— de la Marine	38.886	60.887
— de la Justice	11.959	16.482
— de l'Instruction publique.	9.597	21.749
— de l'Agriculture et du Commerce	7.030	9.084
— des Communications.	61.530	92.553
	415.636	505.936
<i>Dépenses extraordinaires :</i>		
Département des Affaires étrangères.	2.917	1.277
— de l'Intérieur.	40.766	50.919
— des Finances	11.486	187.530
— de la Guerre	18.289	47.692
— de la Marine	57.560	188.661
— de la Justice	621	2.270
— de l'Instruction publique.	989	9.590
— de l'Agriculture et du Commerce	9.523	33.046
— des Communications.	15.847	37.269
	157.998	558.254
Ensemble.	573.634	1.064.190

Le montant total des dépenses ressort ainsi, pour le budget de la présente année, le *yen* étant supposé au pair, à 2 milliards 750 millions de francs, dont 1 milliard 307 millions de dépenses ordinaires et 1 milliard 443 millions de dépenses extraordinaires. Il n'est pas loin d'atteindre le double du chiffre correspondant que donnait le budget cinq années auparavant.

(1) L'exercice financier japonais commence au 1^{er} avril (son point de départ était, autrefois, fixé au 1^{er} juillet).

Recettes (en milliers de yens).

	1913-1914	1913-1920	
<i>Recettes ordinaires :</i>			
Impôt foncier	74.636	73.809	
— sur le revenu	35.591	131.046	
Patentes	27.393	33.746	
Droits de succession	3.351	3.944	
Taxe sur les voyageurs	4.873	6.965	
Impôt sur les mines	2.890	5.085	
— sur l'émission des billets de banque .	1.634	896	
— sur les boissons alcooliques	93.224	109.338	
— sur le shôyu (sauce japonaise)	4.964	5.250	
Accise sur le sucre	21.050	31.114	
Taxe de consommation sur les tissus	19.964	21.895	
— sur le pétrole	1.669	1.013	
Impôt sur les opérations de Bourse	3.472	8.510	
Droits de douane	73.722	59.394	
— de tonnage	783	559	
Taxes diverses	264	238	
	<hr/>	<hr/>	
	369.480	492.802	
Revenu du timbre	30.831	51.953	
Services postaux, télégraphiques et télépho- niques	57.904	126.867	
Forêts	10.642	16.532	
Profits nets du monopole du sel	10.571	160	
— du camphre	77	703	
— du tabac	58.650	71.945	
Revenus des autres exploitations et domaines de l'État	11.168	43.819	
	<hr/>	<hr/>	
	149.012	260.026	
Virement du compte spécial des dépôts	11.875	28.430	
Virement du compte spécial du Gouvernement général de Chôsen	5.030	»	
Virement du compte spécial du Gouvernement général de Taïwan	6.005	»	
Autres recettes diverses	3.195	5.930	
	<hr/>	<hr/>	
	575.428	839.141	
<i>Recettes extraordinaires :</i>			
Produit de la vente des biens de l'État	3.098	3.943	
Recettes de l'indemnité chinoise	2.144	»	
— provenant de la souscription aux emprunts publics	12.895	24.086	
Sommes versées au Trésor par les administra- tions locales pour les travaux publics de leurs circonscriptions	»	5.455	
Emprunts temporaires	»	22.000	
Virement de l'excédent de l'exercice précédent	93.796	27.328	
Taxe sur les profits de guerre	»	92.625	
Virements divers et autres recettes	34.614	49.612	
	<hr/>	<hr/>	
	146.547	225.049	
Ensemble	<hr/>	<hr/>	
	721.975	1.064.190	

Les chiffres qui précèdent doivent être complétés par ceux afférents aux budgets coloniaux dont les comptes — en balance — de recettes et de dépenses s'élèvent respectivement à :

	1913-1914	1919-1920
	en milliers de yens	
Chôsen (Corée)	57.990	77.513
Taiwan (Formose)	44.055	70.305
Karafuto	2.561	5.803
Ensemble	104.606	153.621
Il y faut ajouter enfin le budget du territoire de Kwantung, administré par le Japon depuis que le traité de Portsmouth lui a cédé les baux russes relatifs au Liao-toung		8.618
		<u>162.239</u>

soit, pour le budget de 1919-1920 — au pair — un total d'environ 419 millions de francs.

LA DETTE PUBLIQUE. — On sait que le Japon n'a pu réaliser la surprenante transformation de sa vie économique qu'en recourant — dans une mesure qui, à la vérité, nous semble aujourd'hui bien modeste — soit à des emprunts placés près de ses nationaux, soit à des emprunts extérieurs. Voici le tableau succinct des éléments de la dette contractée, et non encore amortie au 31 mars 1913 et 1919 :

Emprunts intérieurs	Date de l'émission	Montant de l'émission	Reste à amortir au 31 mars	
			1913	1919
en milliers de yens				
Ancienne Dette publique (sans intérêt)	1872	10.973	1.975	647
Emprunt 5%	1906-1913	51.427	51.427	} 84.024
	1913-1919	33.025		
— 5% (marque Kô)	1908-1909	476.319	467.044	460.193
— 5% spécial	1906	310.407	239.886	148.112
— 5% (Onshi)	1910-1911	29.826	29.826	} 30.000
	1913	174		
— 4%	1910-1912	276.220	276.029	268.839
Obligations du Chemin de fer <i>Sobû</i> , racheté par l'État	1903	600	100	»
Obligations du Trésor 5% pour les travaux publics de Chôsen	1917	45.000		44.999
Obligations du Trésor 5%	1916, 1918, 1919	121.994		121.995
Bons des Chemins de fer	1915-1917	110.000		110.000
Total des emprunts contractés	antérieurement au 31 mars 1913	1.155.772	1.066.287	
	du 1 ^{er} avril 1913 au 31 mars 1914	310.193		
		<u>1.465.965</u>		1.268.809

Emprunts étrangers	Date de l'émission	Montant de l'émission	Reste à amortir au 31 mars	
			1913	1919
Emprunt £ 4% (1 ^{re} émission)	1899	97.630	97.630	92.749
— £ 4 1/2% (1 ^{re} émission)	1905	292.890	283.107	203.135
— £ 4 1/2% (2 ^e émission).	1905	292.890	283.120	213.506
— £ 4% (2 ^e émission).	1905	244.075	244.072	244.068
— £ 5%.	1907	224.549	224.546	224.544
— Français 4%.	1910	174.150	174.147	174.143
— £ 4% (3 ^e émission).	1910	107.393	107.393	107.393
Obligations du Trésor (émises à Paris)	1913	77.400		37.932
— des Comp. de chem. de fer rachet.	1906	13.668	13.668	13.668
Total des emprunts contractés				
{ antérieurement au 31 mars 1913		1.447.245	1.427.683	
{ du 1 ^{er} avril 1913 au 31 mars 1919		77.400		
		<u>1.524.645</u>		<u>1.311.138</u>
Ensemble :				
{ antérieurement au 31 mars 1913		2.603.017	2.493.970	
{ du 1 ^{er} avril 1913 au 31 mars 1919.		387.593		
		<u>2.990.610</u>		<u>2.579.947</u>

Ainsi, en cinq années — cinq années chargées des événements les plus graves et appelées à supporter les lourdes dépenses corrélatives — la Dette est demeurée presque constante, passant, le *yen* étant supposé au pair, de 6 milliards 442 millions de francs à 6 milliards 664 millions seulement; il est vrai qu'à cette dernière somme, il faut ajouter des billets spéciaux du Trésor pour un montant d'environ 1 milliard 219 millions de francs (471.830.000 *yens*) et l'on doit préciser d'autre part que ces chiffres ne font pas état, bien entendu, des dettes locales contractées par les préfectures, les arrondissements, les communes et groupes de communes.

COMPARAISON DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE EN 1914 ET 1919. — Telle qu'elle est sommairement définie par les éléments qui précèdent, la situation financière apparaît déjà comme très satisfaisante.

De fait, les progrès réalisés par le pays durant cette courte et tragique période de cinq ans, l'ont amené à un état d'activité et de prospérité que l'Administration japonaise a tenu elle-même à caractériser par un tableau comparatif d'indices convenablement choisis, que nous reproduisons en partie ci-dessous, et qui est assurément saisissant; les éléments financiers qu'il renferme s'appliquent à des dates voisines, mais un peu différentes de celles que nous avons utilisées plus haut.

	Fin juillet 1914	Fin août 1919	Pour 100 de l'augmentation
	en milliers de yens		
Montant de la Dette nationale.	2.530.163	2.742.073 (1)	8,2
Numéraire en circulation	179.118	227.176	26,8
Banque du Japon :			
Billets de banque émis	331.035	1.096.524	231,3
Réserve métallique	216.503	754.117	248,3

(1) Billets spéciaux du Trésor non compris.

Banques syndiquées de Tokio :			
Capital versé.	143.306	210.655	46,9
Dépôts.	439.100	1.884.663	329,2
Fonds prêtés et Effets escomptés. . .	490.209	1.841.399	275,6
Banques syndiquées d'Osaka :			
Capital versé.	50.288	121.426	141,5
Dépôts.	233.319	1.285.140	450,8
Fonds prêtés et Effets escomptés. . .	319.921	1.185.889	270,7
Dépôt de la Caisse d'épargne postale	201.688	638.519	216,6

Il reste à éclairer, en quelque sorte, ces résultats brutaux par quelques indications sommaires sur l'évolution de la situation économique du Japon pendant la période considérée.

Il semble que, dans celle-ci, on puisse distinguer trois phases bien nettes :

— l'une, comprenant la première année de guerre, 1914-1915, pendant laquelle le pays a fait noblement son devoir au point de vue militaire, mais a ressenti, dans le domaine économique, les conséquences de la grande crise, sans en dégager encore les éléments d'un développement de son activité;

— la seconde, s'étendant de 1915 à 1917, qui est la phase de prospérité croissante, et dans une certaine mesure inespérée, logiquement déterminée cependant par les événements : la continuité des succès réalisés n'a été troublée qu'une seule fois, vers la fin de l'exercice 1916, lorsque le faux bruit de la capitulation de l'Allemagne vint menacer de briser net la jeune industrie japonaise, alors en plein essor;

— la dernière enfin, qui va de 1917 à 1919, est en quelque sorte une phase de stabilisation, c'est-à-dire d'activité modérée par des difficultés sérieuses.

Pendant la première année de guerre, les phénomènes qui ont le plus directement affecté le pays, semblent avoir été le bouleversement apporté par la guerre dans sa production et dans ses habitudes commerciales, — notamment le resserrement du marché des soies grèges, — les menaces dirigées contre la marine marchande et l'élévation corrélative des primes d'assurance maritime, la perturbation des marchés du change et le trouble profond des marchés financiers qui exposaient le Japon à se trouver dans l'impossibilité de renouveler sa Dette extérieure à court terme.

Le Gouvernement mikadonal s'astreignit alors à une politique financière d'extrême prudence et de rigoureuse économie, dont il ne tarda pas à recueillir les résultats : l'Administration constate, en effet, non sans fierté, qu'elle n'eut même pas à recourir à des dispositions fiscales particulières pour solder les frais de la glorieuse expédition de Tsing-tao.

Les grandes nations belligérantes se trouvant hors d'état d'envoyer au Japon même et sur les autres grands marchés de l'Extrême-Orient les produits qu'elles leur fournissaient d'habitude, le peuple japonais se trouva tout naturellement amené — entraîné, pourrait-on dire — à fabriquer et à vendre lui-même ces produits indispensables : la préparation des produits chimiques et métallurgiques, la construction des machines et celle des navires furent, entre bien d'autres, les éléments d'un essor industriel et commercial tout à fait remarquable.

La valeur de la production industrielle japonaise *doubla* de 1913 à 1917, année pour laquelle elle atteignit 3 milliards 500 millions de yens (soit plus de 9 milliards de francs); la valeur du rendement minier *tripla* de 1913 à 1918, année pour laquelle elle dépassa 510 millions de yens (soit 1 milliard 317 millions de francs).

L'industrie japonaise dut improviser aussi la fabrication des fournitures de guerre. La marine marchande enfin bénéficia, du fait du relèvement rapide du prix du fret, de bénéfices qui s'accroissaient à mesure que diminuait le tonnage disponible du monde.

A ce bouleversement de la situation économique du pays pendant la phase de 1915 à 1917, correspond naturellement une augmentation rapide de l'activité bancaire et des apports de capitaux aux affaires : au capital industriel de 700 millions de yens (1 milliard 809 millions de francs en chiffres ronds) de fin 1913, s'oppose, fin 1918, un capital de plus de 2 milliards de yens (5 milliards 168 millions de francs)... Les réserves métalliques du pays s'accroissent en conséquence. La prospérité se traduit enfin par un renversement caractéristique de la balance du commerce : alors que, pendant les cinq années qui ont précédé la guerre, le montant moyen des valeurs d'exportation, 496 millions de yens (1 milliard 282 millions de francs), demeurait inférieur d'environ 48 millions de yens (124 millions de francs) au montant moyen des valeurs d'importation, les exportations, en 1918, atteignaient 1 milliard 962 millions de yens (5 milliards 70 millions de francs), excédant les importations de 293 millions de yens (757 millions de francs), chiffre d'ailleurs inférieur à celui de 1917, année de la plus grande prospérité (1).

Les ressources ainsi mises à la disposition du pays devaient lui permettre de reprendre et d'intensifier ses sages et fructueux efforts en vue de l'amortissement de sa dette.

Avec la troisième phase enfin, des difficultés surgissent, qui viennent entraver l'activité si heureusement développée pendant les années précédentes.

L'insuffisance des denrées produites dans le monde, l'insuffisance aussi de la production industrielle et minière avaient amené une hausse des prix qui fut cruellement ressentie au Japon : il y eut plus que des plaintes et l'on eut à lutter contre de véritables et sérieux mouvements populaires.

Comme toutes les nations belligérantes et comme les neutres eux mêmes, le Japon fut conduit alors à adopter une politique intérieure d'intervention et de stricte réglementation de la consommation.

Les graves événements de Russie, l'apparition en Sibérie de la menace bolcheviste en 1918, eurent aussi leur contre-coup en Extrême-Orient.

(1) Voici d'ailleurs les montants annuels des résultats de la balance du commerce (excédent des exportations sur les importations) :

	En milliers de yens	En milliers de francs
1914	— 4.000	— 10.336
1915	+175.000	+ 452.196
1916	+371.000	+ 958.656
1917	+567.000	+1.465.116
1918	+293.000	+ 757.106

L'armistice vint enfin contraindre l'industrie japonaise, pour partie née de la guerre et travaillant pour elle, à s'adapter brutalement à un état nouveau.

On a déjà vu que la balance du commerce avait, dès 1918, commencé à donner des résultats un peu moins favorables, mais cependant encore satisfaisants.

Si l'on embrasse maintenant d'un coup d'œil l'ensemble de cette période de guerre et si l'on effectue la compensation des pertes et des gains, des sacrifices et des succès, on demeure frappé par l'importance des progrès réalisés en un si court délai : développement de l'industrie et du commerce, essor de la marine marchande qui se classe parmi l'une des premières du monde, introduction des produits nationaux sur tous les marchés d'Extrême-Orient, par substitution de ces produits aux produits jusque-là fournis par l'Allemagne d'abord, par les autres belligérants ensuite, stabilisation d'une situation économique et financière prospère, possibilité d'espoirs de progrès nouveaux quasi illimités en Chine, accroissement de l'influence politique, non seulement en Extrême-Orient, mais dans le monde entier. Tels sont les résultats acquis.

Il serait toutefois injuste de ne définir la situation du Japon dans le monde que par les profits matériels ainsi accusés. Quelques bénéfices qu'il ait retirés de la guerre, nous ne devons pas oublier que le Japon n'a cessé de se montrer un Allié actif et fidèle. Dans le domaine économique et financier même, il a donné des preuves de sa solidarité que l'on ne saurait passer sous silence : les emprunts des Alliés (emprunts à court ou à long terme) souscrits ou garantis par lui ne s'élevaient pas, fin 1918, à moins de 1 milliard 25 millions de yens (soit 2 milliards 649 millions de francs), compte non tenu des rachats et remboursements de titres japonais, effectués pour une valeur de 315 millions de yens (soit 814 millions de francs).

Au Japon, notre grand ami d'Extrême-Orient, doivent aller à la fois notre admiration pour son activité économique et notre estime pour sa belle tenue intellectuelle et morale.

Joseph GIRARD.